



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 2 – 13 janvier 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement annonce le futur régime d'aide aux entreprises pour faire face à la hausse des prix de l'énergie

Climat & Energie

- Le gouvernement écossais présente sa stratégie énergétique
- Le gouvernement lance une consultation sur la réforme du marché de capacité

Environnement

- L'Angleterre se prépare au risque d'une nouvelle sécheresse à l'été 2023
- *Water UK* invite les Britanniques à économiser l'eau

Industrie

- *Make UK* publie son enquête auprès des cadres du secteur manufacturier pour l'année 2023
- *Liberty Steel* va réduire sa production au R-U et licencier 440 personnes
- *BritishVolt* serait en pourparlers pour vendre la majorité de ses actions et permettre la poursuite de son activité

Transports

- Le *Rail Delivery Group (RDG)* s'apprêterait à faire une nouvelle offre salariale aux syndicats

Fait marquant

Le gouvernement annonce le futur régime d'aide aux entreprises pour faire face à la hausse des prix de l'énergie

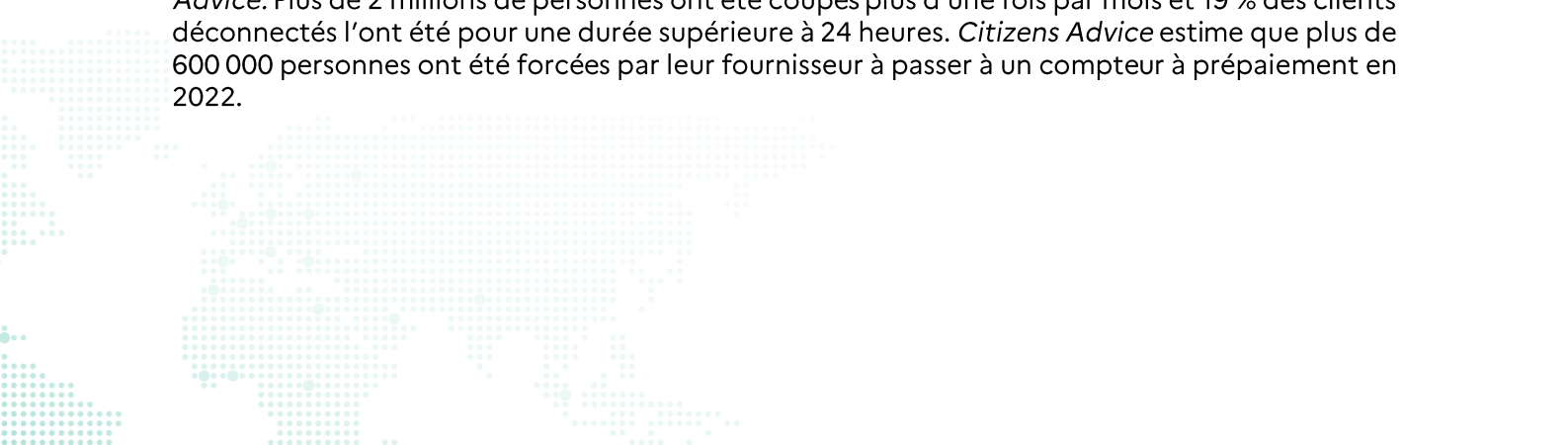
Entré en vigueur le 1^{er} octobre 2022, le plafonnement de la facture énergétique pour les entreprises sera remplacé à compter du 1^{er} avril 2023 par un mécanisme de rabais ([Energy Bills Discount Scheme](#)), activé uniquement lorsque les prix de l'énergie seront supérieurs à certains seuils : les bénéficiaires recevront ainsi une remise pouvant aller jusqu'à 6,97 £ / MWh de gaz et 19,61 £ / MWh d'électricité si les prix sont supérieurs, respectivement, à 107 £ / MWh pour le gaz et 302 £ / MWh pour l'électricité. Les industries énérgo-intensives et exposées à la concurrence internationale (*Energy and Trade Intensive Industries*) bénéficieront d'un soutien plus important, avec une remise sur 70 % des volumes consommés, d'un montant maximal de 40 £ / MWh pour le gaz et 89,1 £ / MWh pour l'électricité, appliquée à partir de seuils de prix plus bas (99 £ / MWh pour le gaz, 185 £ / MWh pour l'électricité). Ces mesures sont en vigueur jusqu'au 31 mars 2024 et devraient coûter jusqu'à 5,5 Md£ sur l'année budgétaire 2023-24.

Les réactions des organisations représentatives des entreprises sont mitigées. Si elles saluent la prolongation des aides pour une année supplémentaire, qui offre une meilleure visibilité aux entreprises, seule la *CBI* (équivalent britannique du MEDEF) reprend la rhétorique du gouvernement concernant la nécessité de réduire la voilure pour des raisons budgétaires. A l'inverse, *Make UK*, la *British Chamber of Commerce* et la *Federation of Small Businesses* (FSB) jugent les aides insuffisantes. *Make UK* pointe notamment les risques de baisse de production et de suppressions d'emplois dans l'industrie manufacturière. La *FSB* avance que de nombreuses PME ne toucheront pas plus de 50 £ d'aides et rappelle que, avant les annonces du gouvernement, une PME sur quatre prévoyait de fermer, réduire sa production ou se restructurer si l'Etat mettait fin aux aides après le 31 mars.

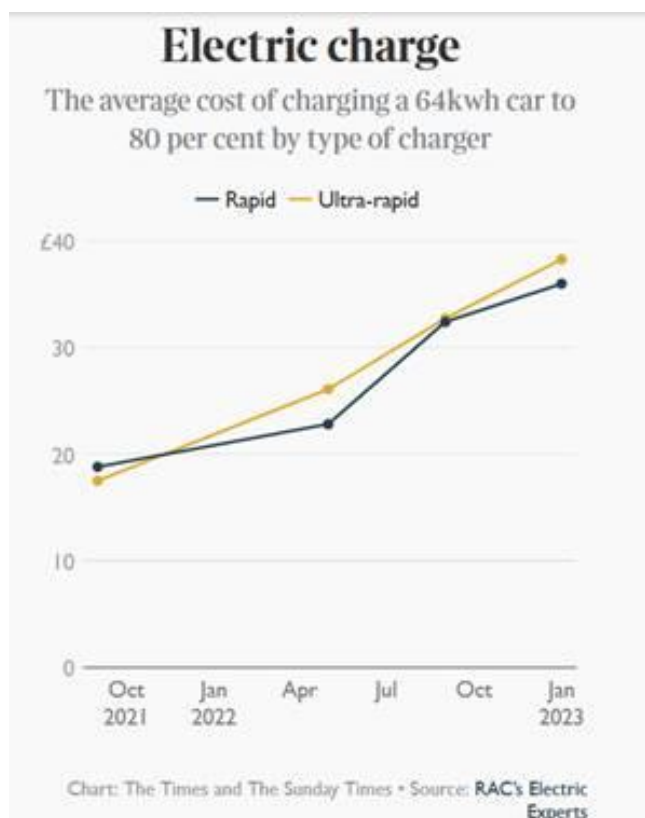
Le chiffre de la semaine

3 millions

C'est le nombre de personnes qui ont manqué de crédit sur leur compteur d'énergie à prépaiement et qui ont, par conséquent, subi des coupures de gaz et d'électricité, selon *Citizens Advice*. Plus de 2 millions de personnes ont été coupés plus d'une fois par mois et 19 % des clients déconnectés l'ont été pour une durée supérieure à 24 heures. *Citizens Advice* estime que plus de 600 000 personnes ont été forcées par leur fournisseur à passer à un compteur à prépaiement en 2022.



Le graphique de la semaine



Selon la société de services automobiles RAC, le prix d'utilisation des bornes de [recharge](#) ultra-rapide – (qui ont une puissance de plus de 100 kW et peuvent recharger certains modèles de voitures en quelques minutes) s'élève désormais à 74,79 *pences* / kWh, soit une hausse de 58 % par rapport au mois de mai. Si la plupart des automobilistes rechargent leur voiture chez eux en raison de prix de l'électricité moins élevés, ces bornes sont nécessaires pour ceux qui effectuent de longs trajets ou ne disposent pas de prise adaptée dans leur logement.

Climat & Energie

Flash – L'association représentative des propriétaires, la [National Residential Landlords Association](#), a déclaré qu'il n'y avait « aucune chance » d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement de rénovation des logements du parc locatif privé. Pour mémoire, ces derniers doivent atteindre un niveau de performance énergétique de classe C d'ici 2025 pour les nouveaux contrats et d'ici 2028 pour les contrats en cours. En effet, en l'absence de réponse du gouvernement à la consultation clôturée en janvier 2021 sur les moyens d'atteindre cet objectif,

la majorité des propriétaires n'a pas pris de décision d'investir dans la rénovation de leur logement et pourrait manquer de temps pour respecter ces échéances.

Flash – La première centrale géothermique du Royaume-Uni, *United Downs*, s'apprête à commencer sa production à Redruth (Cornouailles). Il s'agit d'un prototype, géré par l'entreprise *Geothermal Engineering*, d'une puissance de 3 MW, qui pourra fournir de l'électricité à 6 000 foyers.

Flash – A la demande du gouvernement, la centrale à charbon de Ratcliffe-on-Soar, gérée par *Uniper*, dont la fermeture était prévue en septembre 2022, restera en activité jusqu'en septembre 2024 afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement en électricité du pays.

Le gouvernement écossais présente sa stratégie énergétique

Le gouvernement écossais a publié le 10 janvier 2023 son [projet de stratégie pour accélérer la transition énergétique](#) du pays et permettre à l'Ecosse d'atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045. Il souhaite notamment développer 20 GW de nouvelles capacités de production d'électricité renouvelable d'ici 2030 (dont 12 GW d'éolien terrestre et une plus forte contribution des énergies solaires, hydroélectriques et marines), 5 GW de capacité de production d'hydrogène d'ici 2030 et 25 GW d'ici 2040. L'Ecosse ne compte aucune centrale nucléaire et le gouvernement rappelle sa position traditionnelle d'opposition à l'énergie nucléaire. En parallèle, la production d'énergies fossiles devra s'éteindre progressivement d'ici 2050, aussi bien du fait de la maturité du bassin de production en Mer du Nord que de l'impératif climatique. Le gouvernement écossais envisage d'adopter une position de présomption négative contre tout nouveau projet d'exploration (même si le gouvernement central reste compétent en la matière) et souhaiterait renforcer les exigences associées.

Par ailleurs, l'Ecosse devra réduire sa consommation d'énergie, avec un objectif d'accompagner 1 million de foyers chauffés au gaz et la majorité des 170 000 foyers non reliés au réseau de gaz vers un mode de chauffage décarboné d'ici 2030, ainsi qu'un objectif de réduire de 20 % le nombre de kilomètres parcourus en voiture d'ici 2030. Cette stratégie s'accompagne d'un plan pour une transition juste du secteur énergétique, détaillant les mesures prévues pour accompagner la transition professionnelle des employés du secteur pétro-gazier vers les énergies renouvelables.

Le gouvernement écossais adresse enfin des recommandations au gouvernement du Royaume-Uni, qui reste compétent pour certains sujets, dont la réforme du marché de l'électricité, le soutien aux ménages et aux entreprises, le soutien au développement des technologies de capture et stockage du carbone, des énergies renouvelables et de l'hydrogène, ou encore l'attribution des licences d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures.

Ces documents sont soumis à la consultation du public jusqu'au 4 avril 2023.

Le gouvernement lance une consultation sur la réforme du marché de capacité

Dans le cadre de sa revue des mécanismes du marché de l'électricité (*REMA*), le ministère en charge de l'énergie a lancé une [consultation sur les évolutions du marché de capacité](#). La réforme

envisagée poursuit deux objectifs principaux : le renforcement de la sécurité d’approvisionnement (hausse des pénalités en cas de non-livraison, renforcement des tests *ex ante* pour s’assurer de la disponibilité des moyens de production en temps voulu) et la décarbonation de la production d’électricité d’ici 2035 (baisse des seuils d’intensité carbone et d’émissions maximales par unité à compter de 2034 ; facilitation d’accès au marché de capacité pour les unités à faible intensité capitalistique comme les agrégateurs de demande ou les systèmes de stockage). Le gouvernement répondra à la consultation au printemps 2023.

Environnement

Flash – La [Scottish Environmental Protection Agency](#) invite les producteurs de boissons à s’enregistrer dans le nouveau système de consigne des contenants à usage unique avant l’échéance du 1^{er} mars 2023, sous peine d’être interdits de vendre sur le territoire écossais.

L’Angleterre s’apprête à interdire les plastiques à usage unique

Dans une séance de questions orales au Parlement, la ministre de l’environnement, Thérèse Coffey, a annoncé l’interdiction à venir des assiettes couverts en plastique, ainsi que des barquettes en polystyrène. Selon le ministère en charge de l’environnement (DEFRA), les Anglais utiliseraient 1,1 milliard d’assiettes en plastique et plus de 4 milliards de couverts en plastique chaque année. Avec cette nouvelle interdiction, l’Angleterre rejoint l’Ecosse et le Pays de Galles, qui ont adopté des règles similaires respectivement en juillet 2022 et décembre 2022, et poursuit le durcissement des règles afférentes aux objets en plastique jetables, après avoir interdit les pailles, les mélangeurs et les cottons tiges en plastique en 2020. La date d’entrée en vigueur de l’interdiction n’a toutefois pas encore été précisée.

L’Angleterre se prépare au risque d’une nouvelle sécheresse à l’été 2023

Dans une analyse préliminaire de l’impact des dernières précipitations, l’*Environment Agency* juge que l’Angleterre est toujours en [état de « sécheresse » à la mi-décembre](#), avec des niveaux de nappes phréatiques inférieurs aux normales historiques. Le pays pourrait connaître des pénuries d’eau l’été prochain. Une des solutions pour contenir ce risque consisterait à réduire les fuites sur l’ensemble du réseau, formé principalement d’infrastructures vieillissantes. Les fuites ont déjà été réduites d’un tiers depuis 1992, et ont diminué de 10 % au cours des deux dernières années par rapport à 2017-2018, tandis que le régulateur *Ofwat* et le gouvernement ont fixé des objectifs de baisse supplémentaire de 16 % entre 2020 et 2025 et de 50 % d’ici 2050. Toutefois, ces efforts des gestionnaires des réseaux d’eau pourraient ne pas être suffisants pour assurer la sécurité d’approvisionnement en eau du pays. La *National Infrastructure Commission* plaide pour une approche globale du problème, impliquant une baisse de la demande, une hausse de l’offre, ainsi que des transferts des régions les plus riches en eau vers les moins dotées et une utilisation plus efficace des compteurs intelligents.

Water UK invite les Britanniques à économiser l’eau

Pour la première fois, *Water UK*, l'organisme représentant les entreprises gestionnaires des services d'eau, lance sa [campagne annuelle de sensibilisation aux économies d'eau *Water's Worth Saving*](#) dès l'hiver, alors qu'il avait l'habitude de ne la mener qu'en été. Ce choix s'inscrit dans le contexte inédit des records de température et de sécheresse enregistrés en 2022 au Royaume-Uni et du risque qu'ils se reproduisent à l'été 2023, en l'absence d'évolution des comportements des citoyens. L'enquête réalisée par *Water UK* montre que la majorité de la population britannique n'a pas une bonne connaissance de sa consommation d'eau : alors que la consommation moyenne s'élève à 152 litres d'eau par jour et par personne, 94 % des personnes interrogées pensaient qu'elles consommaient moins de 140 litres par jour, 67 % moins de 70 litres (soit l'équivalent d'une douche de 5 minutes) et 21 % moins de 20 litres (soit l'équivalent de deux chasses d'eau). L'organisme met en avant les bienfaits d'économiser l'eau en hiver, non seulement pour limiter les risques de restrictions d'usage l'été prochain, mais aussi pour permettre à l'environnement de se régénérer et de faire des économies. Par exemple, prendre une douche de 4 minutes plutôt qu'à la durée moyenne de 8 minutes se traduirait par une économie de 50 litres d'eau chaude par douche et 165 £ d'économies sur la facture énergétique annuelle. D'après l'enquête de *Water UK*, seulement 30 % des Britanniques comprennent l'importance d'économiser l'eau l'hiver, contre 80 % en été.

Industrie

Flash – *UK Steel* juge insuffisantes les mesures visant à réduire les factures d'énergie qui seront mises en œuvre au 1^{er} avril (cf. supra). Selon la fédération professionnelle, les rabais supplémentaires accordés aux industries énergivores ne permettent pas à l'industrie sidérurgique britannique de compenser son désavantage compétitif face à ses concurrents européens et ralentissent sa décarbonation.

Flash – La start-up *Tevva* a commencé à fabriquer son camion électrique de 7,5 t dans son usine de Tilbury (Essex). Il s'agit de la première start-up de ce type à avoir commencé une production de masse au R-U. *Tevva* espère produire 3 000 véhicules en 2023.

Flash – Le R-U et l'Arabie saoudite se sont engagés à renforcer leur coopération pour l'accès aux [minerais critiques](#). La diversification des sources d'approvisionnement fait partie des priorités identifiées par la stratégie britannique sur ce sujet publiée l'été dernier.

Make UK publie son enquête auprès des cadres du secteur manufacturier pour l'année 2023

Cette enquête examine les prévisions et perspectives du [secteur](#) pour l'année à venir. L'industrie manufacturière s'attend à une année difficile en raison notamment des prix de l'énergie, qui devraient demeurer élevés. 70 % des cadres interrogés s'attendent à ce que les coûts de l'énergie augmentent de manière significative en 2023 et 20 % de manière modérée. 37 % s'attendent également à une forte hausse de leurs coûts salariaux. Face à une pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière (90 000 postes y seraient vacants, selon l'ONS), les employeurs

accroissent les dépenses liées au recrutement et à la formation afin de conserver leurs salariés. A ces difficultés s'ajoute une hausse généralisée des coûts de production due en partie aux pénuries de matériaux et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les dirigeants du secteur sont également de plus en plus préoccupés par l'instabilité politique nationale et internationale. 55 % d'entre eux affirment qu'il s'agit du plus grand risque pour la confiance des entreprises en 2023. Malgré ces perspectives pessimistes, l'industrie manufacturière britannique prévoit d'augmenter ses investissements en priorité pour le développement de produits (57 %) ainsi que les emplois et la formation (52 %). *Make UK* estime que la prolongation des mesures visant à limiter les factures énergétiques des entreprises au-delà de mars 2023 constitue la première mesure nécessaire afin d'améliorer la situation et les perspectives économiques du secteur.

Liberty Steel va réduire sa production au R-U et licencier 440 personnes

L'entreprise a annoncé plusieurs mesures dont la transformation de son usine de Newport (Pays de Galles) en centre de distribution, la mise en sommeil des sites de Tredegar et West Bromwich (West Midlands), une baisse de la production d'acier primaire et de produits sidérurgiques dans l'usine de Rotherham (Yorkshire) et le [licenciement](#) de 440 personnes. Selon *Liberty Steel*, ces mesures permettront de sauvegarder le reste des emplois au R-U : 1900 personnes étaient employées directement par l'entreprise en 2022. *Liberty Steel* connaît d'importantes difficultés depuis l'effondrement en 2021 de *Greensill Capital*, principal financeur du propriétaire de *Liberty Steel*, *Gupta Family Groupe (GFG)*. Les représentants de l'industrie sidérurgique et les syndicats ont affirmé que ces licenciements devaient servir de signal d'alarme pour le gouvernement britannique. *UK Steel*, la fédération professionnelle du secteur, renouvelle régulièrement ses appels à davantage de soutien public face aux prix élevés de l'électricité et à la forte concurrence internationale.

BritishVolt serait en pourparlers pour vendre la majorité de ses actions et permettre la poursuite de son activité

En novembre 2022, *BritishVolt* avait évité de peu la faillite grâce à un soutien financier de son principal investisseur, le groupe minier *Glencore*, et à une baisse des salaires des 300 employés de l'entreprise. La start-up espère obtenir un financement de long terme lors de ces nouvelles négociations, ce qui lui permettrait de poursuivre son projet visant à implanter une *gigafactory* au R-U. D'après des informations obtenues par le *Financial Times*, en début de semaine, seule *DeaLab Group Limited*, une société financière basée à Londres mais qui posséderait des liens importants avec l'Indonésie, aurait fait une offre. D'un montant de 30 M£ et prévoyant un investissement dans l'année de 128 M£, elle permettrait à *BritishVolt* de rester solvable cette année mais lèserait les investisseurs actuels. Selon les termes de l'offre, la start-up serait valorisée à 32 M£ soit plus de 90 % de moins que l'année dernière. Toujours selon le *FT*, l'opération nécessiterait l'approbation d'ici vendredi de trois quarts des actionnaires actuels. Or, trois des investisseurs historiques du groupe auraient soumis une [offre concurrente](#) au conseil d'administration, correspondant au montant proposé par *DeaLab Group*, mais avec une valorisation légèrement supérieure de l'entreprise (la proposition de rachat portant sur 92,5 % du capital contre 95 % pour l'offre de *DeaLab*).

Transports

Flash – Le trafic sur la section londonienne de l'[Elizabeth Line](#) a été suspendu pour la première fois jeudi en raison d'une grève de la *RMT* et de la *TSSA*. Les deux syndicats, qui représentent les employés en charge de l'infrastructure, ont rejeté une augmentation des salaires de 8,4 % pour 2022-2023. Les chauffeurs de bus de la compagnie *Abellio* étaient également en grève pour demander une hausse des salaires.

Flash – L'Angleterre a introduit des mesures de contrôle sanitaire pour les passagers en provenance de [Chine](#) atterrissant sur son territoire. Depuis le 5 janvier, ils doivent fournir avant leur départ un test Covid négatif de moins de 48h ; en outre, depuis le 8 janvier, les passagers volontaires atterrissant à Heathrow peuvent se soumettre à un test PCR à leur arrivée.

Flash – Les [ports francs](#) de *Liverpool City Region* et *Freeport East* (comprenant notamment le port de Felixstowe premier port de marchandises du R-U) ont reçu l'approbation finale du gouvernement leur permettant de démarrer leurs activités.

Le *Rail Delivery Group (RDG)* s'apprêterait à faire une nouvelle offre salariale aux syndicats

Le *RDG*, qui représente les [compagnies ferroviaires](#), a reçu un nouveau mandat de négociation de la part du gouvernement, lui permettant de faire une nouvelle offre aux syndicats de transports, en particulier la *RMT* et la *TSSA*. Vendredi 6 janvier, le *RDG* avait fait une offre aux conducteurs de trains comportant une hausse de 4 % des salaires rétroactive sur 2022 suivie d'une nouvelle hausse de 4 % en 2023, ces augmentations étant conditionnées à une évolution des conditions de travail. Cette offre demeurerait toutefois incompatible avec les demandes des syndicats qui exigent une augmentation d'au moins 10 %, une amélioration des conditions de travail et l'absence de licenciements (l'offre de *RDG* comprend des mesures comme la fermeture de certains guichets de vente ou la suppression de certains postes des personnels en gare). *Network Rail*, impliqué dans un conflit séparé avec les syndicats ferroviaires, estime pour sa part qu'un accord pourrait être signé rapidement avec la *RMT*. Interrogé mercredi par la commission parlementaire chargée des [Transports](#), son négociateur en chef a affirmé que seuls quelques milliers de membres de la *RMT* restaient à convaincre pour que l'accord soit accepté par les représentants des salariés. Les dirigeants des syndicats ferroviaires ont toutefois renouvelé leur opposition au projet de [loi](#) prévoyant d'instaurer un niveau de service minimum en cas de grève dans certains secteurs clés comme les transports, mettant en garde contre un risque de nouvelles grèves si le texte était voté.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres@dgtrésor.gouv.fr